

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(Non vérifié)

Pour la période de trois mois
terminée le 30 juin 2023

Canada



TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	3
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	7
ÉTATS FINANCIERS	8

RAPPORT DE GESTION

APERÇU

Les présents états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels audités du Musée canadien de la nature (le « Musée ») pour l'exercice terminé le 31 mars 2023 et avec la présentation narrative incluse dans le présent rapport financier trimestriel.

Le principal objectif du Musée est de remplir son mandat national, tel que décrit dans la *Loi sur les musées*, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilisation établi dans cette loi et dans la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. À cette fin, le conseil d'administration et la direction du Musée s'engagent à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée de manière transparente et responsable et à optimiser la valeur de la contribution du Musée aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent l'intention d'être une source de premier plan de connaissances sur l'histoire naturelle et d'investigation scientifique pour les scientifiques et le public, apportant ainsi une perspective distinctement canadienne au corpus de connaissances mondial. Le Musée diffusera les résultats de ces recherches scientifiques, contribuant ainsi à inspirer les Canadiens à agir de manière consciente au sujet de l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière en obtenant des résultats significatifs et mesurables.

La viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies conçues pour gérer les pressions connues et anticipées. Une approche de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en faveur de la vision d'être une institution nationale offrant un maximum de valeur et de service au public.

Un facteur important influant sur le marché des visites de musées ces dernières années a été la pandémie de COVID-19. Le Musée a connu des baisses importantes de fréquentation en 2020-2021 et 2021-2022 en raison des fermetures, des contraintes de capacité et de la volonté des visiteurs de visiter les musées. Les opérations internes telles que la recherche, le développement d'expositions et les services essentiels tels que les soins aux animaux se sont poursuivies tout au long de la période de fermeture. Le Musée n'a pas connu de fermetures liées à la pandémie au cours de 2022-2023 ni au cours du premier trimestre de 2023-2024. La fréquentation générale des visiteurs et l'intérêt pour la location et d'autres activités génératrices de revenus ont commencé à se rétablir en 2022-2023 et ont continué à se rétablir en 2023-2024.

En 2022-2023, le Musée a reçu 5,1 millions de dollars en financement supplémentaire pour compenser les pertes de revenus résultant de la pandémie. Le financement de 2022-2023 a été reçu au cours du quatrième trimestre de 2022-2023. Aucun fonds n'a été comptabilisé dans les résultats financiers pour le trimestre terminé le 30 juin 2023.

RENDEMENT FINANCIER

REVENUS ET CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les revenus et les crédits parlementaires ont augmenté de 1,1 million (11 %) à 12,0 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023 contre 10,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022, les crédits parlementaires représentant 73 % du total des revenus en 2023-2024 comparativement à 78 % pour la période de 2022-2023.

Crédits parlementaires

Sur une base de comptabilité d'exercice, les crédits parlementaires ont augmenté de 0,2 million de dollars (3 %), passant de 8,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 8,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux variations dans le calendrier et du montant des acquisitions des immobilisations au cours de chaque période.

Droits d'entrée et frais de programmes

Les revenus obtenus grâce aux droits d'entrée et aux frais de programmes pour le trimestre terminé le 30 juin 2023 ont été de 1,4 million de dollars, une augmentation de 0,3 million de dollars (27 %), contre 1,1 million de dollars pour la même période de

2022-2023. La fréquentation s'est élevée à 96 668 visiteurs pour le premier trimestre de 2023-2024 contre 86 187 pour la même période en 2022-2023.

Suite à la pandémie de COVID-19, au cours de 2022-2023, les programmes incluant les soirées Nature nocturne, le Café, les soirées pyjama et les fêtes d'anniversaire sont restés suspendus, ce qui a mené à une absence de revenus. À la fin de 2022-2023, le Musée a rouvert le Café avec un menu limité. L'ensemble des activités du Café devrait reprendre au cours du deuxième trimestre de 2023-2024. Les soirées Nature nocturne ont repris au premier trimestre de 2023-2024, et un total de quatre soirées sont prévues durant l'année. Leur nombre augmentera graduellement jusqu'à atteindre le niveau pré-pandémique après 2023-2024, lorsque le Musée aura rebâti ses structures de soutien interne et que la fréquentation se sera suffisamment remise.

Opérations auxiliaires

Les revenus liés aux opérations auxiliaires comprennent la location d'installations, les ventes de la boutique, le bail de la cafétéria, le stationnement ainsi que les services aux collections. Ces revenus ont augmenté de 0,2 million de dollars (34 %), passant de 0,7 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 0,9 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. L'augmentation des revenus liés aux opérations auxiliaires est principalement due à la hausse des ventes à la boutique et de l'activité de stationnement, attribuable dans les deux cas à la fréquentation accrue en 2022-2023, ainsi qu'à la reprise des activités de location de l'Édifice commémoratif Victoria, la demande continuant de se rapprocher des niveaux d'avant la pandémie.

Apports

Les apports constatés à titre de produits varient d'année en année en fonction des ressources nécessaires pour financer la recherche, les collections et les programmes de sensibilisation du public, y compris l'aménagement de nouvelles galeries permanentes. Sur une base de comptabilité d'exercice, les apports, y compris les dons, les commandites, les commandites en nature et les dons de spécimens, sont demeurés stables à 0,3 million de dollars pour les trimestres terminés le 30 juin 2023 et 2022.

Intérêts

Les revenus d'intérêts générés à partir des dépôts en espèces ont augmenté de 0,4 million de dollars (413 %), passant de 0,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 0,5 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. Cette hausse est due au relèvement marqué des taux d'intérêt et au solde de trésorerie moyen plus élevé d'un trimestre à l'autre.

Divers

Les autres revenus sont demeurés stables à 0,2 million de dollars pour les trimestres terminés le 30 juin 2023 et 2022.

DÉPENSES

Les dépenses ont augmenté de 1,3 million de dollars (14 %), passant de 9,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 11,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. La hausse des coûts au cours de ce trimestre est principalement due aux coûts variables associés à une fréquentation accrue et à davantage d'activités de locations, comme les employés de l'Édifice commémoratif Victoria, les expositions temporaires, le coût des marchandises vendues à la boutique et la sécurité, ainsi que l'augmentation des coûts des services publics en raison des tarifs plus élevés du marché, et les pressions inflationnistes sur les coûts permanents nécessaires au maintien des activités du Musée.

Expériences et engagement

Les dépenses liées aux expériences et engagement sont passées de 2,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 2,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. Cette hausse de 0,2 million de dollars (10 %) est principalement due aux coûts de personnel supplémentaires pour soutenir l'augmentation de la fréquentation et des activités de location, au coût des marchandises vendues associé à l'augmentation des ventes de la boutique, et aux coûts des expositions temporaires et du marketing. L'augmentation de la plupart des dépenses liées aux expériences et à l'engagement est corrélée à l'augmentation des activités génératrices de revenus telles que les entrées, les locations et les ventes de la boutique.

Entretien et accès aux collections

Les dépenses d'entretien des collections et d'accès aux collections ont augmenté de 0,2 million de dollars (28 %), passant de 0,7 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022, à 0,9 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023.

Cette hausse de dépenses au cours de ce trimestre est principalement due aux dépenses de personnel supplémentaires associées aux projets financés par des sources externes.

Recherche et découverte

Les dépenses de recherche et découverte sont demeurées stables à 1,3 million de dollars pour les trimestres terminés le 30 juin 2023 et 2022.

Services de soutien interne

Les dépenses liées aux services de soutien interne ont augmenté de 0,3 million de dollars (30 %), passant de 1,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 1,4 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. L'augmentation des coûts d'un trimestre à l'autre est due aux pressions inflationnistes sur les coûts des services nécessaires pour soutenir les opérations du Musée.

Édifices et terrains

Les dépenses liées aux bâtiments et aux terrains du Musée ont augmenté de 0,6 million de dollars (13 %), passant de 4,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 à 4,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation des coûts de la sécurité, des services publics et de l'entretien des terrains.

RÉSULTATS NETS DE L'EXPLOITATION

Les résultats nets de l'exploitation ont généré un excédent de 1,0 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, en partie attribuable aux revenus d'intérêts élevés de 0,5 million de dollars ainsi qu'aux revenus générés au cours du trimestre, alors que le Musée a connu une nouvelle reprise des activités de fréquentation et de location par rapport aux niveaux pandémiques.

SITUATION FINANCIÈRE

Actif

L'encaisse a augmenté de 1,4 million de dollars (4 %), passant de 33,8 millions de dollars au 31 mars 2023 à 35,2 millions de dollars au 30 juin 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus générés durant le trimestre ainsi qu'à l'augmentation des revenus d'exploitation reportés.

Les immobilisations ont diminué de 2,1 millions de dollars (1 %), passant de 151,2 millions de dollars au 31 mars 2023 à 149,1 millions de dollars au 30 juin 2023 en raison d'une charge d'amortissement de 2,1 millions de dollars.

Passif

Les revenus, les apports, les crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés ont augmenté de 1,5 million de dollars (41 %), passant de 3,7 millions de dollars au 31 mars 2023 à 5,2 millions de dollars au 30 juin 2023. Cette hausse est principalement attribuable aux 2,1 millions de dollars en revenus reportés précédemment comptabilisés pour la prestation de biens et de services, partiellement compensés par le 0,6 million de dollars d'apports affectés et de revenus reportés à des exercices ultérieurs.

Le financement des immobilisations reporté a diminué de 1,8 million de dollars (1 %) pour atteindre 140,4 millions de dollars au 30 juin 2023, alors qu'il était de 142,2 millions de dollars au 31 mars 2023, une baisse attribuable aux 1,9 million de dollars de financement des immobilisations reporté comptabilisé comme des revenus partiellement compensés par l'acquisition d'immobilisations d'une valeur de 0,1 million de dollars au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023. Le financement des immobilisations reporté est comptabilisé comme revenu au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

Actif net

L'actif net de 16,9 millions de dollars au 30 juin 2023 est attribuable aux résultats nets positifs des opérations pour le trimestre terminé le 30 juin 2023, soit des résultats de 1,0 million de dollars, et à l'excédent d'exploitation cumulatif, partiellement compensé par le traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée, situé à Gatineau (Québec), qui est inscrit comme une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition dans l'état de la situation financière. La charge d'intérêt plus élevée au début de la location-acquisition a eu une incidence négative sur l'actif net du Musée pendant de

nombreuses années. Comme la composante d'intérêt dans le contrat de location-acquisition a continué à décroître, le déficit afférent à ce traitement comptable a commencé à s'inverser en 2019-2020 et continuera dans ce sens jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Ce traitement comptable de la location-acquisition n'a aucune incidence sur les mouvements de trésorerie ni sur la stabilité financière du Musée.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Danika Goosney, Ph. D.
Présidente-directrice générale



Lisa Brasic, CPA, CA
Chef de la Direction financière

Ottawa, Canada
Le 17 août 2023

État de la situation financière (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	au 30 juin 2023	au 31 mars 2023
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 245	33 864
Trésorerie affectée	1 297	753
Créances		
Clients	367	321
Ministères et organismes gouvernementaux (note 4)	19	245
Stocks	211	189
Frais payés d'avance	1 332	1 144
	38 471	36 516
Collections	1	1
Frais payés d'avance	531	608
Avances aux employés	354	357
Placements affectés	1 196	1 196
Placements	940	940
Immobilisations (note 5)	149 062	151 158
	190 555	190 776
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs et autres	4 814	5 009
Ministères et organismes gouvernementaux (note 4)	10	236
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	1 620	1 581
Revenus, apports, crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés (note 7)	5 283	3 727
	11 727	10 553
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	18 038	18 459
Financement des immobilisations reporté (note 7)	140 370	142 179
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 8)	846	845
Avantages sociaux futurs	2 747	2 824
	173 728	174 860
Actif net		
Non affecté	28 639	27 822
Investissement en immobilisations (note 9)	(11 812)	(11 906)
	16 827	15 916
	190 555	190 776

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour la période de trois mois terminée le 30 juin (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	2023	2022 Redressé (note 3)
Revenus (note 10)		
Droits d'entrée et des programmes	1 360	1 068
Opérations auxiliaires	898	670
Apports	316	314
Intérêts	462	90
Divers	192	201
	3 228	2 343
Dépenses (note 11)		
Expériences et engagement	2 520	2 287
Entretien et accessibilité des collections	918	720
Recherche et découverte	1 274	1 239
Services de soutien interne	1 410	1 082
Édifices et terrains	4 914	4 331
	11 036	9 659
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 808)	(7 316)
Crédits parlementaires (note 12)	8 719	8 495
Résultats d'exploitation nets	911	1 179

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution de l'actif net (Non vérifié)

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	Non affecté	Investi en immobilisations	2023	2022 Redressé (note 3)
Actif (passif) net au début de la période(1)	27 822	(11 906)	15 916	(586)
Résultats d'exploitation nets	911	-	911	1 179
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(94)	94	-	-
Actif net à la fin de la période	28 639	(11 812)	16 827	593

(1) Les soldes de l'actif net non affecté et de l'actif net investi en immobilisations au 30 juin 2022 ont été retraités. Se référer à la note 3.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état de réévaluation des gains et pertes a été exclu puisqu'il n'y a pas eu de réévaluation des gains ou pertes au cours des périodes 2022 et 2023.

État des flux de trésorerie pour la période de trois mois terminée le 30 juin (Non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	2023	2022
Activités de fonctionnement		
Encaissements - clients et donateurs	4 437	2 386
Encaissements - crédits parlementaires	6 967	6 962
Décaissements - personnels	(4 572)	(3 852)
Décaissements - fournisseurs	(4 340)	(3 256)
Intérêts reçus	452	88
Intérêts payés	(494)	(530)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	2 450	1 798
Activités en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations	(143)	(732)
Disposition d'immobilisations	-	1
Flux de trésorerie utilisés pour les activités en immobilisations	(143)	(731)
Activités de financement		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(382)	(343)
Flux de trésorerie utilisés pour des activités de financement	(382)	(343)
Augmentation de la trésorerie et de la trésorerie affectée	1 925	724
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	33 864	25 731
Trésorerie affectée au début de la période	753	525
Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	36 542	26 980
Trésorerie à la fin de la période	35 245	26 248
Trésorerie affectée à la fin de la période	1 297	732
Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	36 542	26 980

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées* le 1^{er} juillet 1990. Société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), le Musée n'est pas assujéti aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La Société est classée comme organisme sans but lucratif du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que la connaissance et le degré d'appréciation de celle-ci, par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la mise en valeur de la nature ainsi que des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est donnée ci-dessous.

- **Expériences et engagement**

La Société crée, fait connaître et inspire des occasions d'engagement du public en offrant des expériences immersives de qualité grâce à ses galeries et expositions permanentes, à son catalogue numérique, à ses programmes, à ses activités de génération de revenus (y compris les droits d'entrée, la location d'installations et les contributions), à sa recherche sur le public et à ses partenariats, afin de promouvoir la compréhension et le respect de la nature, et d'inspirer un soutien philanthropique. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel, les coûts des expositions ainsi que les coûts du marketing et de l'avancement.

- **Entretien et accès aux collections**

La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens, d'images et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature et les changements que subit celle-ci. La collection inclut des spécimens représentatifs de la biodiversité et de la géodiversité (y compris des échantillons génomiques), des collections de bibliothèque et d'archives, et des collections d'œuvres d'art, de photos et de documents historiques. Cette collection nationale, élément important des ressources scientifiques et culturelles du Canada, permet la réalisation de recherches et de découvertes d'envergure internationale. Les dépenses découlant des collections sont principalement les coûts du personnel, les coûts liés à l'entretien, à la préservation et au développement des collections, et les coûts de numérisation, y compris l'équipement de numérisation et l'infrastructure de technologie de l'information. Les revenus sont générés principalement par des subventions, des commandites, des partenariats et des dons externes.

- **Recherche et découverte**

La Société, chef de file reconnu dans le domaine des sciences fondées sur les collections, fait progresser le savoir et la compréhension sur la biodiversité, la géodiversité et l'Arctique par la recherche et la découverte, en plus d'élaborer et d'entretenir des réseaux et des liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux. Les recherches de la Société améliorent notre compréhension de la diversité minérale de la Terre, de la crise internationale de la biodiversité et des incidences des changements climatiques et d'autres moteurs de changement ayant une incidence sur la nature. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel, les coûts liés aux recherches sur le terrain et en laboratoire, et les frais de publication. Les revenus sont générés principalement par des subventions, des commandites, des partenariats et des dons externes.

- **Services de soutien interne**

La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de reddition de comptes et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat : gouvernance, orientation stratégique, services de soutien interne, mesure du rendement et rapports au Parlement. Les services de soutien interne apportent une aide à toutes les divisions de la Société. Leurs fonctions incluent les ressources humaines, les finances, les technologies de l'information, la reddition de comptes interne et externe, la vérification de la conformité, la gestion du risque, les affaires stratégiques et la gouvernance. Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel.

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

• Édifices et terrains

La Société fournit des installations sûres et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences en matière de sécurité et respectent le code du bâtiment, soit l'Édifice commémoratif Victoria, à Ottawa (Ontario), et le Campus du patrimoine naturel, à Gatineau (Québec). Les dépenses découlant de ces activités sont principalement les coûts du personnel et les coûts liés à l'entretien, au nettoyage, à la sécurité, au chauffage, à la climatisation et aux autres tâches d'exploitation des édifices.

Le 16 juillet 2015, le Gouverneur général en conseil (CP 2015-1105), conformément à l'article 89 de la LGFP, a enjoint la Société d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, et de faire rapport sur la mise en œuvre de cette directive dans le Plan d'entreprise de la Société. Depuis février 2017, la Société s'est conformée à cette directive et a harmonisé ses politiques et ses pratiques aux politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor pour les dépenses de voyages, de conférences, d'accueil et d'événements.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public (NCSP) du Canada. La Société a choisi d'appliquer les normes de la Section 4200 relatives aux OSBL, la méthode du report pour comptabiliser les apports, de même que les principales conventions comptables ci-après :

B) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés et non affectés, les placements affectés et non affectés, et les comptes débiteurs, tandis que les passifs financiers comprennent les comptes créditeurs et les charges à payer.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute dépréciation est comptabilisée dans l'état des résultats. Les comptes débiteurs sont comptabilisés après déduction de toute provision pour dépréciation ou impossibilité de recouvrement. Les comptes créditeurs et les charges à payer ne sont décomptabilisés que lorsque le passif sous-jacent est éteint.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers lorsqu'ils sont initialement comptabilisés.

C) Trésorerie et trésorerie affectée

La trésorerie, qu'elle soit affectée ou non, constitue les dépôts auprès d'une institution financière qui peuvent être retirés sans préavis ou pénalité. La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés correspondent à la partie non utilisée des apports reportés reçus de personnes physiques et morales dans un but précis.

D) Stocks

La valeur des stocks est établie au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du coût pondéré moyen et la valeur de réalisation nette est fondée sur le prix de détail.

E) Collections

La Société détient et conserve des collections inestimables d'objets d'histoire naturelle au bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Les collections sont réparties en quatre groupes selon la discipline :

- les sciences de la terre (minéraux, roches, gemmes, fossiles);

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

- les vertébrés (mammifères, oiseaux, poissons, amphibiens et reptiles);
- les invertébrés (mollusques, insectes, crustacés, parasites, annélides);
- la botanique (algues, plantes vasculaires, bryophytes, lichens).

Étant donné la difficulté à déterminer la juste valeur marchande de ces actifs, la valeur nominale de ces collections est établie à mille dollars dans l'état de la situation financière. Les spécimens achetés pour les collections sont passés en charges dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

F) Placements et placements affectés

Les placements dans le fonds à terme de 10 ans à la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière. Les placements sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif dans l'état des résultats.

Les placements affectés dans la FCO en tant que fonds à épuisement du capital sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière.

Les frais de service exigés par la FCO pour la gestion du fonds sont passés en charge dans l'état des résultats de l'exercice.

G) Immobilisations

Les terrains et les immeubles appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés, respectivement, au coût d'origine estimatif et au coût d'origine estimatif moins les amortissements cumulés. Le coût d'origine net des immeubles a été inscrit dans les apports reportés pour l'amortissement d'immobilisations, et le coût d'origine estimatif des terrains a été inscrit dans les actifs nets.

Les améliorations locatives sont amorties sur la durée restante du bail et sur la durée de vie restante estimative, selon l'éventualité la plus courte. Les biens loués aux termes d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements minimaux du capital au début du bail et amortis en fonction des paiements annuels du capital, de façon à ce que l'actif soit associé au passif correspondant, ce qui représente le mieux la fin de l'avantage économique.

Les montants inclus dans les projets d'immobilisations en cours sont transférés à la bonne catégorie d'immobilisations une fois les projets achevés, et sont amortis en conséquence. Toutes les autres immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile estimée, selon la méthode linéaire. Les durées de vie utile sont les suivantes :

Immobilisation	Durée de vie (ans)
Édifice commémoratif Victoria	40
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35
Cabinets de collection et rayonnages	35
Améliorations à l'édifice	5 à 25
Améliorations locatives	la plus courte de: 5 ans et la fin de la durée du bail
Équipement et mobilier	10
Expositions permanentes	10
Site internet	5
Matériel informatique	3

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation n'est plus en mesure de contribuer à la capacité de la Société à fournir des biens ou des services, le coût de l'immobilisation est réduit à sa valeur résiduelle, le cas échéant, et la dépréciation est comptabilisée comme dépense dans l'état des résultats. Lorsque la valeur des avantages économiques futurs associés à l'immobilisation est inférieure à la valeur comptable nette de l'immobilisation, le coût de cette dernière est réduit à sa valeur résiduelle, le cas échéant, et la dépréciation est comptabilisée comme dépense dans l'état des résultats.

H) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

La Société comptabilise les obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Société est soumise à des obligations de mise hors service d'immobilisations liées à certains de ses équipements d'exploitation, notamment les refroidisseurs, les réservoirs de diesel, les conduites et les congélateurs, ainsi qu'à l'amiante toujours présent dans l'Édifice commémoratif Victoria. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées lorsque, en date de la publication de l'information financière, il existe une obligation légale d'engager des coûts de mise hors service d'une immobilisation résultant d'une opération passée ou d'un événement qui s'est produit, qu'on s'attend à ce que des avantages économiques futurs soient abandonnés et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable du montant.

Afin de déterminer la valeur de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la meilleure estimation des dépenses nécessaires à l'acquittement de l'obligation actualisée à la date de l'état de la situation financière est comptabilisée sur une base actualisée à partir du taux d'intérêt sans risque à chaque date de publication de l'information financière. La valeur de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est ajoutée à la catégorie d'immobilisations de l'actif sous-jacent et amortie selon une méthode linéaire sur la durée de vie utile restante de l'actif sous-jacent. L'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est ajustée au fil du temps et comptabilisée comme dépense dans l'état des résultats. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est réévaluée afin de tenir compte des changements dans les estimations. Les changements dans les estimations des flux de trésorerie futurs qui découlent de révisions au calendrier ou aux flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou encore au taux d'actualisation sont comptabilisés comme des augmentations ou des diminutions à l'obligation de mise hors service d'immobilisations et au coût associé à la mise hors service d'immobilisations inclus dans les immobilisations à l'exercice où ils sont connus. Les dépenses réelles liées à l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, jusqu'à concurrence du passif alors comptabilisé, sont imputées à l'obligation à mesure que les coûts sont engagés.

Les dépenses nécessaires à l'acquittement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations par la Société comprennent notamment les coûts nécessaires à la mise hors service ou au démantèlement d'une immobilisation corporelle acquise, construite ou développée pour remédier à la contamination d'une immobilisation corporelle créée par son utilisation normale, aux activités postérieures à la mise hors service comme la surveillance, et à la construction d'autres immobilisations corporelles afin d'exécuter les activités postérieures à la mise hors service.

I) Avantages sociaux futurs

i) Prestations au titre du régime de pensions

Les employés admissibles de la Société sont couverts par le régime de pensions de la fonction publique (le « régime »), régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ et congés de maladie

Les employés ont eu droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

La Société comptabilisera les autres indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie accumulés par les employés pendant leurs périodes de service.

Le coût des obligations accumulées au titre des indemnités de départ et des crédits de congés de maladie est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des indemnités/crédits au prorata des services et l'estimation la plus probable des coûts futurs par la direction. Cette estimation porte entre autres sur les taux d'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation des crédits de congé de maladie par les employés actifs. Les gains ou les pertes actuariels sur les obligations au titre des avantages accumulés résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des avantages accumulés. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de service restante des employés actifs visés par ces avantages.

J) Comptabilisation des revenus

i) Droits d'entrée et frais de programmes, opérations auxiliaires et revenus divers

Les revenus provenant des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des revenus divers sont comptabilisés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des revenus reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et rendu les services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus de particuliers, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que la perception des revenus est raisonnablement assurée.

À titre de revenus reportés, les apports avec affectations d'origine externe sont comptabilisés comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les apports avec affectations d'origine externe destinés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de fonds pour les dépenses en capital reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisée comme revenus dans l'état des résultats sur la même base que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.

Les revenus de placement relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme revenus reportés, puis comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Les commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est comptabilisée si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Les spécimens donnés aux collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été attribuée au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés comme revenus lorsque les paiements sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité sont remplis, sauf si une stipulation crée une obligation répondant à la définition d'un passif. Le cas échéant, à titre de revenus reportés, les sommes sont comptabilisées comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Ainsi, les crédits destinés à l'achat d'immobilisations sont, à titre de revenus reportés, comptabilisés comme revenus sur la même base que l'amortissement des immobilisations acquises.

v) Revenu en intérêts

Les intérêts sur la trésorerie et les placements non affectés sont comptabilisés comme revenus à l'exercice où ils sont accumulés. À titre de revenus reportés, les intérêts sur placements avec affectations d'origine externe sont comptabilisés comme revenus à l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées, notamment sur la même base que l'amortissement relatif à l'achat d'immobilisations.

vi) Placements et placements affectés

Les revenus de placement distribués du fonds à terme de 10 ans sont comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats.

Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à l'acquisition d'immobilisations amortissables sont comptabilisés comme revenus reportés dans l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des revenus utilisée pour l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de fonds pour les dépenses en capital reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisée comme revenus dans l'état des résultats sur la même base que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes. Les sommes investies et les revenus de placement distribués du fonds destiné à des dépenses particulières sont reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisés comme revenus dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel les obligations connexes sont remplies et les dépenses connexes sont engagées.

K) Services bénévoles

Les bénévoles consacrent chaque année au Musée un grand nombre d'heures. Puisqu'il est difficile d'évaluer sa juste valeur, cette prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

L) Opérations interentités

Les opérations entre entités apparentées autres que les opérations interentités sont comptabilisées à la valeur d'échange. Réalisées entre deux entités sous contrôle commun, les opérations interentités sont comptabilisées sur une base brute et mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- Les opérations interentités sont mesurées à la valeur de l'échange lorsqu'elles sont entreprises selon des modalités semblables à celles adoptées si les entités avaient agi dans des conditions de pleine concurrence ou lorsque les coûts fournis sont recouverts.
- Les biens ou les services échangés gratuitement entre entités sous contrôle commun ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, notamment les services d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada et les services de pension de Services publics et Approvisionnement Canada.

M) Incertitude relative à la mesure

L'établissement des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés à titre d'actif et de passif et sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des

Notes afférentes aux états financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023 (Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

états financiers ainsi que sur les montants déclarés à titre de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations ainsi que les taux d'actualisation, les taux d'inflation, le calendrier des activités d'abandon et les coûts liés à l'acquiescement d'obligations, qui servent à établir la valeur actualisée des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les résultats réels pourraient différer largement des estimations. Ces dernières sont revues annuellement et les rajustements, s'ils s'avèrent nécessaires, seront comptabilisés à l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

N) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des passifs qui peuvent devenir réels lorsqu'au moins un événement à venir se produit ou ne se produit pas. Si l'événement à venir est susceptible de se produire ou de ne pas se produire, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, il convient de comptabiliser un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires des états financiers.

O) Ventilation des dépenses

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Adoption d'une nouvelle norme comptable

Le 1^{er} avril 2022, la Société a adopté la norme SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations* du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. La norme SP 3280 traite de la comptabilisation et de la présentation des obligations légales associées à la mise hors service d'immobilisations corporelles pour les entités du secteur public. Lors de l'adoption initiale dans les états financiers du 30 juin 2022, la Société a appliqué la méthode prospective, ce qui n'a entraîné aucun redressement de l'information comparative. Par la suite, pour se conformer aux directives du Conseil du Trésor, la Société a appliqué la méthode rétrospective modifiée, ce qui a obligé la Société à redresser l'information comparative. Les résultats nets d'exploitation pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 ont été rajustés par rapport aux valeurs publiées à l'origine en raison de la transition entre la méthode prospective à l'adoption de la norme SP 3280 et la méthode rétrospective modifiée.

Sous la méthode rétrospective modifiée, la Société a comptabilisé des passifs pour ses obligations liées à la mise hors service existantes, rajustés pour la désactualisation cumulée, les coûts de mise hors service d'immobilisations, les amortissements cumulés et le solde d'ouverture de l'excédent accumulé. La désactualisation et les amortissements cumulés ont été calculés à partir de la date à laquelle l'obligation a été contractée, jusqu'au 1^{er} avril 2022. Les soldes comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 ont été redressés de façon à inclure ces soldes et dépenses cumulatives. Conformément aux dispositions sur l'adoption de la méthode rétrospective modifiée aux termes de la norme SP 3280, les rajustements rétrospectifs ont été calculés à partir des taux d'intérêt et des taux d'inflation sans risque en vigueur à la date d'adoption de la politique, à savoir le 1^{er} avril 2022.

L'adoption de la norme SP 3280 par l'application de la méthode rétrospective modifiée a obligé la Société à comptabiliser 1,0 million de dollars en obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, 0,2 million de dollars en immobilisations et 0,8 million de dollars en actifs nets dans l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2022.

L'adoption de la norme SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations* par l'application de la méthode rétrospective modifiée a obligé la Société à redresser des postes des états financiers et d'immobilisation du 31 mars 2022 afin de tenir compte de la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts liés à la mise hors service d'immobilisations au moment où la Société est devenue assujettie à ces obligations, ainsi que des charges de désactualisation et d'amortissement encourues jusqu'au 31 mars 2022.

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Voici une comparaison des postes des états financiers et d'immobilisations affectés avant et après l'adoption de la norme SP 3280 pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 :

	30 juin 2022 Comme présenté précédemment	Ajustements	30 juin 2022 Redressé
État des résultats			
Édifices et terrains	4 362	(31)	4 331
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 347)	31	(7 316)
Résultats d'exploitation nets	1 148	31	1 179
État de l'évolution de l'actif net			
Actif (passif) net au début de l'exercice	8 259	(834)	7 425
Résultats d'exploitation nets	1 148	31	1 179

La note 11 contient des informations redressées à la suite de l'adoption de la norme SP 3280.

D'autres informations sur l'adoption de la norme SP 3280 se trouvent aux notes 2(h) et 8.

4. Opérations interentités

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Société a effectué des opérations avec ces entités dans le cours normal des activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées, et elles sont comptabilisées à la valeur d'échange.

	2023	2022
Revenus auprès d'apparentés du gouvernement du Canada:		
Apports	-	125
Opérations auxiliaires	6	16
Divers	101	-
	107	141

	2023	2022
Dépenses auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :		
Coût du personnel	633	486
Impôts fonciers	308	307
Services professionnels et spéciaux	-	16
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	-	7
Fret et transport	-	2
	941	818

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Ci-après se trouvent les soldes auprès de parties apparentées au gouvernement du Canada non réglés à la clôture de la période :

	30 juin 2023	31 mars 2023
Créances sur les parties apparentées	19	245
Dettes envers les parties apparentées	10	236

5. Immobilisations

Coût

	31 mars 2023				30 juin 2023
	Solde d'ouverture	Ajouts et changements aux estimations	Transferts	Dispositions	Solde de clôture
Édifice commémoratif Victoria	205 072	(6)	-	-	205 066
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	-	-	-	35 040
Expositions permanentes	13 132	23	-	-	13 155
Améliorations locatives	12 785	7	-	-	12 792
Améliorations à l'édifice	8 497	16	115	-	8 628
Équipement et mobilier	8 080	27	-	-	8 107
Cabinets de collection et rayonnages	3 985	-	-	-	3 985
Travaux en cours	1 052	-	(115)	(29)	908
Terrain	627	-	-	-	627
Site internet	486	-	-	-	486
Matériel informatique	4 656	10	-	-	4 666
	293 412	77	-	(29)	293 460

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Amortissement cumulé

	31 mars 2023			30 juin 2023
	Solde d'ouverture	Ajouts	Dispositions	Solde de clôture
Édifice commémoratif Victoria	79 197	1 255	-	80 452
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	26 772	248	-	27 020
Expositions permanentes	8 632	234	-	8 866
Améliorations locatives	8 368	43	-	8 411
Améliorations à l'édifice	5 687	185	-	5 872
Équipement et mobilier	6 070	113	-	6 183
Cabinets de collection et rayonnages	2 855	29	-	2 884
Site internet	97	24	-	121
Matériel informatique	4 576	13	-	4 589
	142 254	2 144	-	144 398

Valeur comptable nette

	30 juin 2023	31 mars 2023
Édifice commémoratif Victoria	124 614	125 875
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	8 020	8 268
Expositions permanentes	4 289	4 500
Améliorations locatives	4 381	4 417
Améliorations à l'édifice	2 756	2 810
Équipement et mobilier	1 924	2 010
Cabinets de collection et rayonnages	1 101	1 130
Travaux en cours	908	1 052
Terrain	627	627
Site internet	365	389
Matériel informatique	77	80
	149 062	151 158

La charge d'amortissement pour le trimestre terminé le 30 juin 2023 est de 2,1 millions de dollars (2,1 millions de dollars au 30 juin 2022). Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023, aucun actif n'a été vendu. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2022, la Société a vendu un actif entièrement amorti dans la catégorie d'équipement et mobilier pour 1 100 \$, ce qui a entraîné un gain de 1 100 \$. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023, la Société a décomptabilisé 29,1 millions de dollars de capital d'investissement en cours qui a été suspendu pour une durée indéterminée.

6. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur un domaine lui appartenant et situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031 en exerçant son droit d'achat pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

		30 juin 2023	31 mars 2023
Total des versements minimaux futurs	(1)	28 875	29 750
Déduire : intérêts implicites		(9 217)	(9 710)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	19 658	20 040
Tranche à court terme		1 620	1 581
Tranche à long terme		18 038	18 459
		19 658	20 040

1) Le total des sommes à payer aux termes du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.

2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, basée sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 20,5 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

	2024	2025	2026	2027	2028	Par la suite
Versements minimum futurs	2 625	3 500	3 500	3 500	3 500	12 250

7. Revenus, apports, crédits parlementaires et le financement des immobilisations reportés

Les revenus, apports et crédits parlementaires reportés s'établissent comme suit :

	31 mars 2023			30 juin 2023
	Solde d'ouverture	Financement reçu	Financement comptabilisé	Solde de clôture
Crédits parlementaires	376	-	-	376
Apports	2 825	1 572	(396)	4 001
Revenus d'exploitation	526	580	(200)	906
	3 727	2 152	(596)	5 283

Les fonds pour les dépenses en capital reportés représentent la tranche des crédits parlementaires et des apports affectés de sources non gouvernementales utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables. Voici en quoi ils consistent :

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

	31 mars 2023			30 juin 2023
	Solde d'ouverture	Immobilisations acquises	Comptabilisé comme revenu	Solde de clôture
Crédits parlementaires	141 099	81	(1 834)	139 346
Apports	1 080	-	(56)	1 024
	142 179	81	(1 890)	140 370

8. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations représentent la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs qui seront nécessaires à la Société pour s'acquitter de ses obligations légales liées à la mise hors service de ses immobilisations corporelles. La Société est soumise à des obligations de mise hors service d'immobilisations liées à certains de ses équipements d'exploitation, notamment les refroidisseurs, les réservoirs de diesel, les conduites et les congélateurs, ainsi qu'à l'amiante présent dans l'Édifice commémoratif Victoria. Un taux sans risque de 3,09 % (contre 3,02 % au 31 mars 2023) et un taux d'inflation de 2,00 % (contre 2,00 % au 31 mars 2023) ont été utilisés pour déterminer la valeur actualisée des obligations. Pour établir son taux sans risque, la Société s'appuie sur le rendement des obligations de la Banque du Canada. L'obligation de mise hors service d'immobilisations non actualisée et non gonflée au 30 juin 2023 était de 1,0 million de dollars (contre 1,0 million de dollars au 31 mars 2023). Aucune obligation de mise hors service d'immobilisations n'a été relevée ou acquittée au cours du trimestre terminé le 30 juin 2023 ou à la fin de l'exercice terminée le 31 mars 2023. Les obligations devraient être contractées entre 2036 et 2046. La Société n'est pas tenue par la loi de détenir une garantie financière ou une réserve de fonds pour s'acquitter de ses obligations actuelles de mise hors service d'immobilisations.

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

Voici les changements aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :

	Équipement et mobilier	Améliorations locatives	Édifice commémoratif Victoria	Total des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
Solde au 31 mars 2023	30	46	769	845
Modifications des estimations	-	-	(5)	(5)
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	-	-	6	6
Solde au 30 juin 2023	30	46	770	846

9. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations, dont les affectations sont d'origine interne, se compose comme suit :

	30 juin 2023	31 mars 2023
Immobilisations (note 5)	149 062	151 158
Moins montants financés par :		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 8)	(846)	(845)
Contrat de location-acquisition (note 6)	(19 658)	(20 040)
Financement des immobilisations reporté (note 7)	(140 370)	(142 179)
	(11 812)	(11 906)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations pour le trimestre terminé le 30 juin 2023 et l'exercice terminé le 31 mars 2023 est calculée comme suit :

	30 juin 2023	31 mars 2023
Acquisitions d'immobilisations	82	1 594
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	382	1 431
Moins : accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	(6)	(26)
Moins : décomptabilisations des actifs	(29)	-
Ajout : modifications des estimations de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	2	82
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(82)	(1 594)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	349	1 487
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 889	7 667
Amortissement des immobilisations	(2 144)	(8 673)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	94	481

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

10. Revenus

Les principales sources de revenus de la Société se détaillent comme suit :

Droits d'entrée et des programmes

	2023	2022
Droits d'entrée – général	959	890
Droits d'entrée – expositions temporaires	143	41
Adhésions	99	82
Programmes	159	55
	1 360	1 068

Opérations auxiliaires

	2023	2022
Revenus de la boutique	351	263
Stationnement	224	197
Location des installations à l'ECV	190	117
Location des installations au CPN	49	41
Services - collections CPN	84	52
	898	670

Apports

	2023	2022
Apports et commandites en argent	316	313
Spécimens donnés aux fins des collections	-	1
	316	314

Divers

	2023	2022
Services professionnels et scientifiques	178	173
Programme des prêts sur les expositions	4	8
Autre	10	20
	192	201

Notes afférentes aux états financiers
pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2023
(Non vérifiées, en milliers de dollars, sauf mention contraire)

11. Sommaire des dépenses par objets

	2023	2022 Redressé (Note 3)
Coût du personnel	4 214	3 890
Amortissement des immobilisations	2 144	2 127
Services professionnels et spéciaux	1 189	821
Exploitation et entretien des édifices	1 120	956
Impôts fonciers	611	584
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	494	530
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	470	157
Expositions	197	49
Frais de déplacement	160	58
Coût des marchandises vendues - nature BOUTIQUE	133	101
Marketing et communications	95	84
Réparations et entretien	56	49
Accrétion de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	6	6
Fret et transport	6	8
Spécimens aux fins des collections	4	1
Divers	137	238
	11 036	9 659

12. Crédits parlementaires

Pour accomplir sa mission, la Société bénéficie de financement public. Ce financement public se présente comme suit :

	2023	2022
Opérations	6 930	6 914
Supplémentaire	37	48
Amortissement d'apports reportés liés aux immobilisations	1 834	1 807
Crédits d'exercices antérieurs reportés comptabilisés à l'exercice actuel	-	1 429
Crédits reportés pour projets d'immobilisation futurs	-	(1 364)
Crédits utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(82)	(339)
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 719	8 495

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation pour la période en cours.